

rôles et les responsabilités dans le secteur des pêches, et les façons de renforcer la Charte des droits et libertés.

L'Accord du lac Meech n'est peut-être pas parfait, mais il représente un certain progrès. Il offre davantage d'autonomie aux provinces dans des secteurs comme les nominations au Sénat et à la Cour suprême, et l'immigration. Des politiques culturelles, une nouvelle loi sur la citoyenneté, des mesures visant à promouvoir l'harmonie culturelle, la réforme parlementaire et des progrès dans le domaine constitutionnel, voilà comment se concrétisera notre engagement à l'égard de l'unité nationale et des valeurs qui donnent au Canada son caractère unique.

En conclusion, ce n'est là que quelques-unes des mesures que le gouvernement prendra au cours des quatre prochaines années, et il y en aura certainement de nombreuses autres. Dans la circonscription d'Elk Island, nous verrons enfin les résultats de l'expansion industrielle; la petite entreprise et le secteur manufacturier connaîtront une forte croissance. Nous verrons des pratiques agricoles plus efficaces.

Vous savez comme moi, madame la Présidente, que, quoi que fasse le gouvernement, aussi responsable qu'il puisse être, nous verrons les partis de l'opposition critiquer chaque mesure qu'il prendra, prédire des désastres à chaque instant et n'offrir aucun conseil constructif, comme ils le font depuis 1984. Cependant, le gouvernement est bien déterminé, et nos plans ne concernent pas certains intérêts spéciaux, mais les intérêts de la nation.

• (1620)

Vous entendrez également les partis de l'opposition critiquer chaque geste posé, prédire des désastres à chaque tournant et n'offrir aucun conseil constructif, tout comme c'est le cas depuis 1984. Mais le gouvernement est bien déterminé. Notre plan ne consiste pas à satisfaire les intérêts particuliers, mais bien l'intérêt national. Travaillons ensemble à la réalisation d'une vision positive du Canada. Faisons du Canada un pays encore plus grand. Que tous les partis et toutes les régions du pays travaillent ensemble en vue d'un avenir encore meilleur pour le Canada.

Merci beaucoup, madame la Présidente.

Des voix: Bravo!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions ou commentaires.

[Français]

M. Malépart: Madame la Présidente, tout d'abord, je tiens à féliciter le député pour son intervention. Ça paraît qu'il était nouveau. Je sais qu'il a parlé avec son cœur. Mais il a blâmé l'opposition. J'aimerais lui dire: Est-ce qu'il se rappelle que c'est l'opposition qui a forcé le gouvernement à respecter ses engagements alors qu'il avait trompé les personnes âgées en coupant les pensions de vieillesse? Est-ce que le député se rappelle que c'est

l'opposition qui a forcé le gouvernement à reculer lorsqu'il avait coupé les prestations d'assurance-chômage aux gens de sa circonscription qui avaient eu des droits acquis? C'est l'opposition qui a fait reculer son gouvernement qui avait annoncé qu'il voulait taxer le pain et le beurre. Je pense que l'honorable député apprendra que les députés dans l'opposition et au pouvoir peuvent jouer un rôle positif pour améliorer, mais l'opposition est essentielle si on ne veut pas avoir de la dictature.

[Traduction]

M. O'Kurley: Je remercie le député de l'opposition pour sa déclaration. Je voudrais simplement répondre que, en ce qui concerne les pensions de vieillesse, le Canada peut être fier, comme pays, d'être un chef de file à l'échelle internationale en assurant le bien-être des personnes âgées et d'un grand nombre de citoyens.

Au cours de la dernière session, on a discuté de divers moyens de résoudre certains problèmes posés dans beaucoup de programmes sociaux. A mon avis, il faut admettre qu'un gouvernement se doit d'examiner tous les programmes, de chercher à les rendre plus efficaces et à faire qu'ils atteignent les objectifs visés.

Je reconnais que l'opposition a un rôle à jouer et je lui suis reconnaissant lorsqu'elle apporte des critiques constructives et qu'elle joue un rôle utile et sérieux à la Chambre.

M. Whittaker: Merci, madame la Présidente. Au début des années 80, nous avons connu des conditions semblables à celles qui se produisent sous le gouvernement actuel: montée en flèche des taux d'intérêts, effondrement de nombreuses petites entreprises partout au Canada mais surtout dans les provinces de l'Ouest et de l'Est.

Les taux d'intérêt recommencent à monter, et le député affirme que c'est l'une des causes de la difficulté que nous avons à stabiliser le déficit.

Les petites entreprises ont besoin de savoir, comme les jeunes qui empruntent pour la première fois, que les taux d'intérêt vont se stabiliser à un niveau inférieur.

Ma question est la suivante: si nous ne stabilisons pas le loyer de l'argent, comment les chefs de petites entreprises et les nouveaux propriétaires de maison pourront-ils avoir confiance dans les programmes économiques du gouvernement progressiste conservateur?

M. O'Kurley: Je remercie encore une fois le député de sa question tout à fait raisonnable sur les taux d'intérêt. Madame la Présidente, les taux d'intérêt sont l'instrument qui sert non seulement à contrôler l'inflation dans nos diverses régions, mais aussi à nous tailler une place dans le commerce international. Nous ne vivons malheureusement pas isolés comme pays. Nous vivons dans une communauté mondiale. Il faut peut-être nous incliner devant les réalités de la vie à l'intérieur de la communauté internationale si nous voulons que notre pays conserve longtemps sa vigueur. Nous pourrions être obligés de